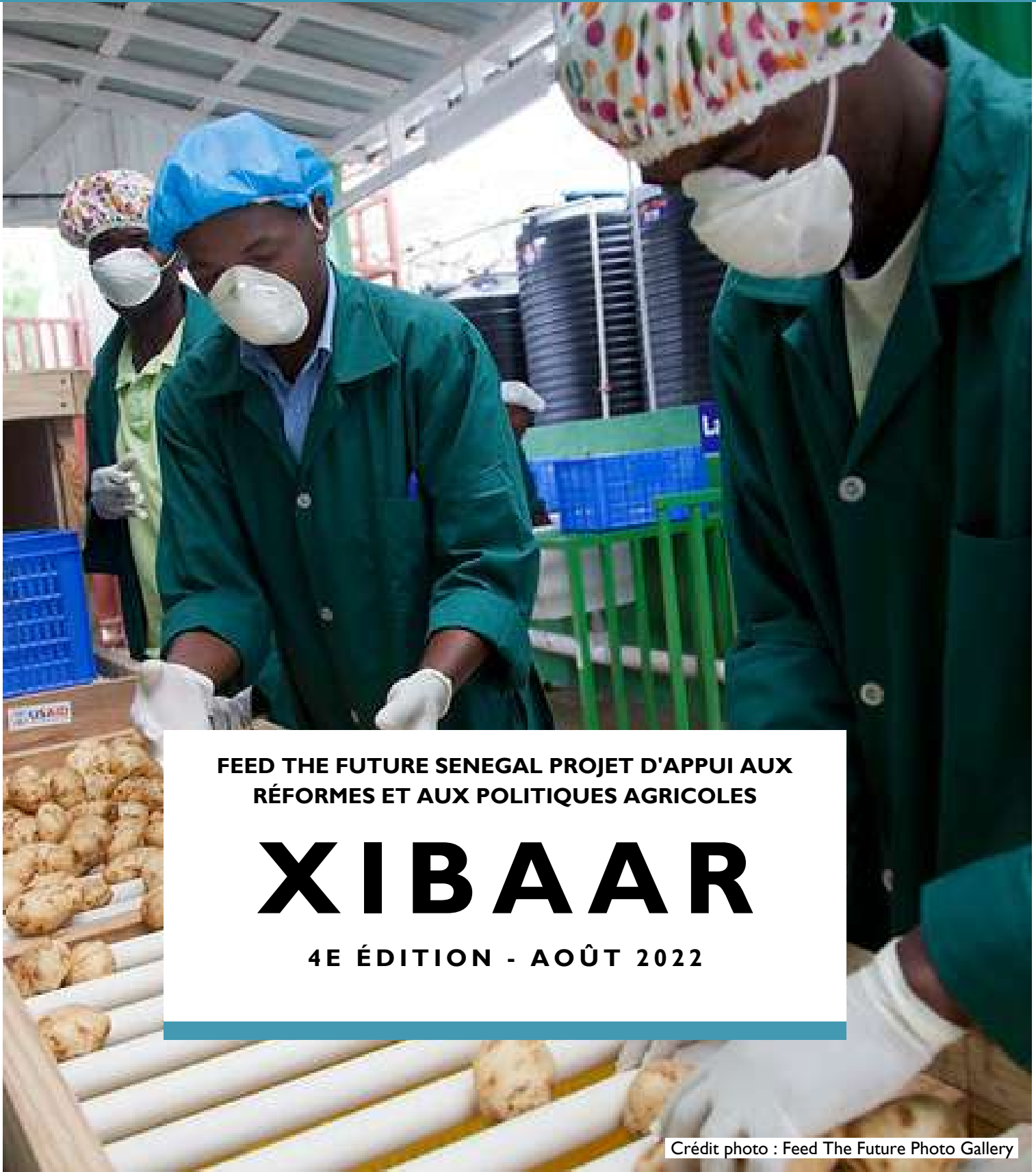




# FEED THE FUTURE

Initiative des Etats-Unis contre la faim et pour la sécurité alimentaire dans le monde



FEED THE FUTURE SENEGAL PROJET D'APPUI AUX  
RÉFORMES ET AUX POLITIQUES AGRICOLES

# XIBAAR

4E ÉDITION - AOÛT 2022

Crédit photo : Feed The Future Photo Gallery



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN





# ÉDITO

Chers Lecteurs/trices,

Nous poursuivons nos efforts au quotidien afin d'améliorer l'environnement des affaires pour une croissance inclusive du secteur privé Agricole.

Nous sommes heureux de vous informer de l'achèvement du processus de validation du Programme Agricole de Souveraineté Alimentaire et Durable (PASAD) du Ministère de l'Agriculture et l'Équipement Rural (MAER) et de la Lettre de Politique Sectorielle de Développement de L'Élevage (LSPDEL) du Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA).

En partenariat avec la Fédération Nationale des Boulangers du Sénégal (FNBS) nous avons lancé le plaidoyer pour incorporer les céréales locales dans la fabrication de pain et des pâtisseries et améliorer la fiscalité sur les céréales locales.



En outre au cours de ce trimestre dans le cadre de notre partenariat avec le Tribunal de Commerce Hors Classe de Dakar, nous avons commencé l'exécution des activités visant à accélérer l'efficacité opérationnelle de la justice commerciale.

“Dans cette édition également, nous vous présentons le programme Ecosystème de Facilitation des Investissements privés (EFI) exécuté par l'IPAR au niveau du département de Podor.

Ces activités se veulent des vecteurs de développement pour créer un environnement des affaires propice à l'investissement privé dans le secteur Agricole.

Nous vous emmenons dans cette Quatrième Edition au cœur du processus ayant permis d'atteindre ces objectifs ! Mais tout d'abord, revisitons ensemble les enjeux de la transformation de nos systèmes alimentaires via ce premier article proposé par Dr Ibrahim Hathie, Contributeur au Rapport Mondial Quadriennal sur le Développement Durable 2023, et Directeur Adjoint de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles.

Nous vous remercions de nous lire ce trimestre !

DR ALIOU BOLY

Directeur de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles

# FOCUS

## Une politique à élaborer face aux enjeux et défis de souveraineté alimentaire

— Article de *Dr Ibrahima Hathie, Contributeur au Rapport Mondial Quadriennal sur le Développement Durable 2023, et Directeur Adjoint de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles*

*Disclaimer : Le contenu de cet article est délivré à titre informatif uniquement et ne constitue pas un avis juridique ou médical. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et non pas l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), DAI ou Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et Politiques Agricoles. Aucune reproduction partielle ou complète des articles sur un autre site web ou tout autre support n'est autorisée sans accord préalable de l'auteur.*

# Une politique à élaborer face aux enjeux et défis de souveraineté alimentaire



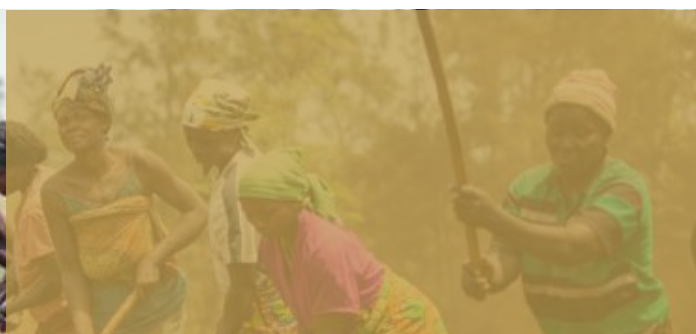
Crédit photo : Olivier Leblanc, USAID Sahel

Les systèmes alimentaires mondiaux actuels suivent une voie non durable et génèrent des résultats sous-optimaux. Ces systèmes dominants ne parviennent pas à endiguer la faim et à éliminer la sous-alimentation et favorisent la prévalence de régimes alimentaires malsains.

Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (2021) décrit une situation préoccupante. En 2020, entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim, soit plus de 100 millions de plus qu'en 2019. De même, quelque 768 millions de personnes étaient sous-alimentées, dont 418 millions en Asie et 282 millions en Afrique. La prévalence de l'insécurité alimentaire était notable. Près d'une personne sur trois dans le monde n'avait pas accès à une alimentation adéquate. L'insécurité alimentaire touche davantage les femmes que les hommes, puisqu'elle est 10% plus élevée pour les premières, une détérioration par rapport à 2019 où l'écart était de 6%).



Crédit photo : Olivier Leblanc, USAID Sahel



Selon ce même rapport, la malnutrition atteint également des niveaux alarmants. En 2020, environ 149,2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, tandis que 45,4 millions souffraient d'émaciation et 38,9 millions étaient en surpoids. L'anémie reste un fardeau pour les femmes. En 2019, plus de 30% des femmes âgées de 15 à 49 ans en Afrique et en Asie souffraient d'anémie, tandis que 14,6% étaient touchées en Europe et en Amérique du Nord.

Outre leur incapacité à éradiquer la faim, les systèmes alimentaires mondiaux continuent de fonctionner de manière non durable. Ils sont une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique, exercent une forte pression sur les ressources naturelles, contribuent fortement à la dégradation des sols, à la déforestation et à la perte de biodiversité, et menacent de dépasser les limites planétaires et de créer ainsi des situations irréversibles[1].

La pandémie de la COVID-19 a mis en évidence les faiblesses systémiques et la fragilité des systèmes alimentaires mondiaux déjà menacés par le changement climatique et la dégradation de l'environnement. La guerre en Ukraine confirme ces faiblesses et appelle à une réflexion plus poussée sur l'intégration de la résilience dans les systèmes alimentaires mondiaux et locaux.

**"Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (2021) décrit une situation préoccupante. Près d'une personne sur trois dans le monde n'avait pas accès à une alimentation adéquate."**

[1] Pour plus d'informations, voir ces deux publications :

1) Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. "Future Food Systems: for people, our planet and prosperity", September 2020.

2) Willett W, Rockström J, Loken B et al. Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *Lancet*. 2019; 393: 447–92.

## Comment se présentent ces questions au niveau national ?

Au Sénégal, l'offre de produits alimentaires sains et nutritifs est insuffisante. Non seulement la production locale est déficitaire, mais les questions logistiques (transport, stockage, conditionnement) ne facilitent pas une circulation des produits le long des chaînes de valeurs, avec des surcoûts et des pertes post-récoltes importantes. La forte présence de produits importés et le caractère extraverti de la consommation constituent des caractéristiques fondamentales des systèmes alimentaires sénégalais.

## Réfléchir à une politique alimentaire holistique

Face à tous ces défis, il urge d'élaborer une politique alimentaire holistique prenant en charge deux questions clé : (i) **Quels régimes alimentaires souhaitons-nous promouvoir ?** (ii) **Comment assurer un approvisionnement suffisant et stable en aliments sûrs et nutritifs ?** La réponse à ces deux questions suppose une prise en charge adéquate de certains enjeux. En rapport avec les dynamiques démographiques et d'occupation du sol par exemple, il urge **d'adresser la problématique des espaces agricoles en constante régression**. Il en est de même de la **faible part des productions locales dans l'alimentation** ainsi que le **niveau de transformation des produits agricoles encore relativement insuffisant**. Du côté de la demande, un enjeu critique concerne la dynamique de **modification des habitudes alimentaires**, y compris en milieu rural.

Au regard de ces enjeux et de l'urgence de construire des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables, l'élaboration de la politique alimentaire doit intégrer la complexité des interactions avec les autres politiques existantes ou à mettre en place (politiques agricole, d'élevage, de pêche, commerciale, industrielle, de protection sociale, de santé, de nutrition, ...). Elle exige une **gouvernance multi-acteurs et multi-secteurs** pour garantir sa réussite et la durabilité de ses résultats.

Un des instruments de mise en œuvre de la politique alimentaire concerne les marchés publics alimentaires. Ces marchés institutionnels ont le potentiel de transformer radicalement les systèmes alimentaires, influençant ainsi profondément les modèles de consommation et de production alimentaires.

En effet, l'ampleur de la demande alimentaire du secteur public (armées, universités, hôpitaux, écoles...) offre la possibilité d'atteindre une multitude de bénéficiaires grâce à cet outil et de générer ainsi d'importants bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. Elle concourt, également, à renverser la tendance des habitudes alimentaires plutôt extraverties, notamment dans les écoles en familiarisant les enfants avec les produits locaux issus de notre agriculture. Une mise en œuvre réussie des marchés publics alimentaires nécessite cependant des cadres réglementaires appropriés, l'engagement et le dialogue avec les parties prenantes, la promotion de modèles de financement novateurs, et le renforcement de capacités des acteurs de la chaîne alimentaire.

Feed the Future Sénégal Projet d'appui aux réformes et aux politiques agricoles trouve là un terrain propice d'accompagnement des décideurs politiques et autres parties prenantes à relever les défis de sécurité alimentaire et de nutrition amplifiés par les chocs de la pandémie de COVID 19 et la guerre Russie-Ukraine. Le projet pourrait aider à structurer la réflexion en combinant les défis de court terme (trouver des intrants et produire suffisamment, limiter la flambée des prix des biens alimentaires...) et les enjeux de long terme qui adressent les éléments de souveraineté (réorienter les structures productives vers la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, et promouvoir des régimes alimentaires sains). L'élaboration d'une politique alimentaire devrait assurer la prise en charge de cette seconde composante.

— Article de *Dr Ibrahima Hathie, Contributeur au Rapport Mondial Quadriennal sur le Développement Durable 2023, et Directeur Adjoint de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles*

# FOCUS

## **Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles financé par l'USAID apporte son soutien au Programme d'appui à la mise en place d'un Ecosystème de Facilitation des Investissements privés et des activités économiques dans le département de Podor (EFI Podor) 2021-2025**

— Article de Dr. Yacine Ngom, Spécialiste de l'analyse des politiques agricoles de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques, et M. Alassane Seck, Chargé des Politiques agricoles et du renforcement de capacités De l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR)

*Disclaimer : Le contenu de cet article est délivré à titre informatif uniquement et ne constitue pas un avis juridique ou médical. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et non pas l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), DAI ou Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et Politiques Agricoles. Aucune reproduction partielle ou complète des articles sur un autre site web ou tout autre support n'est autorisée sans accord préalable de l'auteur.*

# Programme d'appui à la mise en place d'un Ecosystème de Facilitation des Investissements privés et des activités économiques dans le département de Podor (EFI Podor) 2021-2025



Focus groupe avec les membres de l'Association de producteurs de Gombo de Podor

## EFI Podor : un programme de facilitation des investissements privés dans le département de Podor

Le gouvernement du Sénégal a réaffirmé son engagement d'accorder une place centrale à l'investissement privé notamment dans le secteur agricole et agroalimentaire, avec l'avènement du plan d'actions prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP2A). La nouvelle vision est d'enclencher « un véritable développement endogène porté par un secteur privé fort, avec l'implication de tous les acteurs ». La vallée du Fleuve Sénégal (VFS), avec son potentiel agro-économique, constitue un pôle d'attraction pour opérationnaliser cette vision. Compte tenu de son expérience et de son travail antérieur dans la VFS, l'Initiative Prospective Agricole et Rural (IPAR) met en œuvre un Programme d'appui à la mise en place d'un Ecosystème de Facilitation des Investissements privés et des activités économiques dans le département de Podor (EFI Podor). Ce programme vise à accroître les investissements privés dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (ASPH) dans la zone. Il a trois principales fonctions:

- Disposer et rendre accessible l'information économique nécessaire à tout investissement ;
- Accompagner les acteurs locaux porteurs de dynamique économique (Organisations de producteurs agricoles, entreprises privés, Chaines de valeur agricoles, jeunes et femmes, etc.) ;
- Doter le département d'une plateforme de dialogue (concertation multi-acteurs-Revues conjointes de Développement Local, Plateformes de développement des filières, etc.).



Femme transformatrice de produits produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques

## Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles appuie l'IPAR dans la mise en œuvre de EFI Podor



Atelier départemental avec les acteurs des filières bétail viande et lait

L'appui du projet Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles porte essentiellement sur les quatre objectifs spécifiques (OS) du EFI Podor à savoir :

- Mise en place d'un Système d'Information Territorial pour l'Investissement (SITI) ;
- Renforcement des capacités des acteurs économiques prioritaires ;
- Dynamisation des activités des jeunes et des femmes ;
- Concertation multi-acteurs dans le département de Podor.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'OS1 Mise en place d'un SITI, une des composantes du SITI dénommée Monterroir.net est en train d'être mise en place par IPAR en collaboration avec son partenaire Networkskills. L'objectif principal est de modéliser des réseaux d'entreprises territoriales pour déterminer le potentiel de création d'entreprises, de métiers, d'activités, d'emplois et de compétences à mettre en œuvre pour le développement de l'emploi et de l'employabilité des jeunes de cinq communes de Podor. Dans ce cadre, plusieurs tâches ont été effectuées : i) recrutement d'experts métiers pour la modélisation de clusters types et choix des Chefs de file (experts IPAR) ; ii) réunion de cadrage avec les experts métiers ; iii) séances de travail avec les experts métiers (par secteur) ; et iv) réunion de présentation des résultats préliminaires par les experts métiers.

Pour l'OS2 Renforcement des capacités des acteurs économiques, un diagnostic participatif et inclusif de certaines filières ASPH prioritaires (oignon, tomate, riz, gombo, maïs, banane, patate douce, lait, bétail viande, pêche et aquaculture) a été d'abord effectué. Ensuite, un atelier départemental de restitution des résultats préliminaires des diagnostics filières a été organisé le 16 Octobre 2021. Enfin, pour approfondir le diagnostic des filières bétail viande, lait, pêche et aquaculture deux ateliers sont organisés : i) un atelier départemental d'échange avec les acteurs des filières viande et lait le Mercredi 11 mai 2022, à Ndioum et ii) un atelier départemental d'échange avec les acteurs de la pêche et de l'aquaculture le Jeudi 12 mai 2022, à Podor. Ces rencontres ont permis d'aboutir aux résultats suivants : i) le diagnostic réalisé sur ces filières est validé par les acteurs ; ii) les défis, besoins et actions prioritaires sont identifiés ; iii) les plans d'actions prioritaires (PAP) sont adoptés et iv) les comptes d'exploitation sont partagés.

Sur la base des demandes d'appui/d'accompagnement des acteurs, IPAR a co-facilité le Séminaire de l'Union des Jeunes Agriculteurs de Koylii-Wirnde (UJAK) destiné aux membres du Bureau exécutif, du 5 au 7 mai 2022. Cette rencontre s'est déroulée en 3 grandes étapes : i) la vision, les enjeux et défis ; ii) la gouvernance, rôles et responsabilités et iii) les perspectives. Elle a permis aux membres du bureau exécutif de l'UJAK de s'approprier le Plan stratégique (PS) 2022 – 2026, les modalités de sa mise en œuvre ainsi que la logique d'intervention de l'UJAK.



En ce qui concerne l'OS4 Concertation multi-acteurs dans le département de Podor, la première édition de la Revue Conjointe du Développement Local (RCDL) réunissant tous les acteurs clés du département (acteurs économiques, acteurs de la société civile, acteurs de l'administration, représentant du gouvernement central, les élus, etc.) a été menée pour opérationnaliser un Cadre de responsabilité mutuelle du développement local. Le processus de RCDL s'est déroulé en trois (03) phases :

- Phase de sensibilisation et collecte de données et d'informations

Vu le caractère nouveau de l'exercice de la RCDL, l'IPAR et le Conseil Départemental de Podor ont organisé des réunions avec les Organisations de la Société civile (OSC), le secteur privé, les Services Techniques Déconcentrés (STD) et les Élus, pour une compréhension commune de l'exercice. En outre, IPAR a réalisé plusieurs enquêtes auprès des acteurs clés et une collecte de données/informations complémentaires auprès des STD durant l'année 2021.

- Phase de concertation par catégorie d'acteurs

Du 11 au 14 octobre 2021 à Podor, quatre (04) ateliers de lancement des concertations ont été organisés. Ces rencontres ont permis la mise en place de quatre (04) groupes d'acteurs (État, OSC, Secteur privé, Élus) et la désignation de Chefs de file et adjoints (Organisations de Producteurs, Organisation Non Gouvernementale, Entreprises, Institutions Financières, STD, Élus) pour une bonne coordination des concertations. Les ateliers de clôture des concertations par catégorie d'acteurs ont été tenus du 25 au 30 octobre 2021 à Podor. A l'issue de ces ateliers, les contributions à la RCDL et engagements (financiers et non financiers) des différentes catégories d'acteurs ont été partagés et validés.

- Phase de concertation multi-acteurs (Revue conjointe)

La première édition de la RCDL du département de Podor a été couronnée par un dialogue multi-acteurs tenu, le 17 décembre 2021. La rencontre départementale a réuni toutes les parties prenantes et a été présidée par le Préfet, en présence du Président du Conseil départemental et avec l'appui technique de l'IPAR. Elle a aussi été l'occasion, pour les différentes parties prenantes de signer le Compact développement local qui est un document consensuel portant sur les réformes/mesures de transformation identifiées par les acteurs pour le développement territorial et les engagements des différents acteurs.



Ateliers de lancement et de clôture de la Concertation des STD État



Atelier départemental de restitution des résultats préliminaires des diagnostics filières



Revue Conjointe du Développement du Département de Podor

Crédits photos : IPAR

## Des perspectives intéressantes pour la promotion de l'emploi des jeunes....



Femme commerçante de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques

En perspectives, IPAR compte poursuivre la mise en œuvre de l'EFI Podor en réalisant/appuyant, entre autres, les activités visant à attirer les potentiels investisseurs et à promouvoir l'emploi des jeunes dans le département de Podor. Il s'agit entre autres de :

- Appuyer le suivi du respect des engagements des catégories d'acteurs consignés dans le Compact ;
- Former les Elus communaux (à la demande) ;
- Organiser un Forum sur les opportunités d'investissements dans le département de Podor ;
- Sélectionner les porteurs de projets devant participer au coaching et à la maturation ;
- Organiser des ateliers de coaching et de maturation de projets pour faciliter l'accès au financement ;
- Organiser des sessions B2B entre les potentiels bailleurs et les porteurs de projets pour une intermédiation financière ;
- Collecter les données/informations pour alimenter le SITI Podor ;
- Concevoir et mettre en route un site web mettant en exergue les activités de l'EFI Podor.

A group of approximately 15 people, including men and women, are posed for a photograph outdoors. They are dressed in a mix of traditional West African clothing, such as patterned dresses and headwraps, and modern business attire like suits and blouses. The background shows a modern building with large glass windows and some greenery. The overall atmosphere is professional and formal.

# ACTIVITÉS REALISÉES CE TRIMESTRE

XIBAAR PSS/N°4 - AOÛT 2022

## « Champions des Réformes et Politiques Agricoles » : Dix (10) acteurs clés du secteur agricole du Sénégal en faveur du plaidoyer pour promouvoir une croissance inclusive du secteur agricole

Le Projet Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles financé par l'USAID, a sollicité la participation de dix (10) entrepreneurs et acteurs clés du secteur agricole au projet en tant que « Champions des Réformes et Politiques Agricoles ».



Photo de famille lors de l'atelier de lancement



Mediatraining par Charles Faye, Journaliste

“

Les Champions sont des personnes respectées ayant une influence significative dans le secteur agricole du Sénégal dont les efforts de plaidoyer en faveur de certaines politiques et réformes peuvent entraîner un changement positif, qui se traduira par une participation accrue et efficace de toutes les parties prenantes du secteur.

Dans le contexte de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles, les Champions des Réformes et Politiques Agricoles sont définis comme des leaders et des champions qui peuvent influencer l'opinion publique et contribuer à la mise en place de politiques et à leur opérationnalisation afin de promouvoir les objectifs économiques et sociaux souhaités par les secteurs privé et public. Ce sont des personnes respectées ayant une influence significative dans le secteur agricole du Sénégal dont les efforts de plaidoyer en faveur de certaines politiques et réformes peuvent entraîner un changement positif, qui se traduira par une participation accrue et efficace de toutes les parties prenantes du secteur.

Les Champions des Réformes et Politiques Agricoles ont pour rôle de soutenir, à travers des outils médiatiques, la mise en œuvre des réformes et politiques nécessaires pour promouvoir une croissance inclusive du secteur.

C'est dans ce cadre, que Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles a organisé le Lundi 16 Mai 2022 à l'hôtel l'Adresse des Almadies le « Lancement du plaidoyer pour les Champions des Réformes et Politiques agricoles ».

Cette session a permis à Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles d'informer les champions sur ses objectifs, ses activités et les étapes franchies à travers une présentation du projet. Cette présentation a été suivie d'une séance de questions-réponses sur le rôle des champions et d'une formation sur les bases de l'intervention dans les médias pour les dix (10) entrepreneurs et acteurs de la société civile sélectionnés. Cette session de formation leur a fourni les outils nécessaires pour s'exprimer efficacement dans les médias. Les prochaines étapes qui suivront cette session consisteront à élaborer un plan d'action avec les champions afin de déterminer les moyens par lesquels nous pouvons renforcer leur rôle dans le plaidoyer pour les réformes des politiques agricoles au niveau national.

## Validation de la Lettre de Politique Sectorielle de Développement de l'Élevage (LPSDEL) 2022-2026 du Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA)



Allocution du Ministre de l'Élevage et des Productions Animales

L'atelier national de validation de la Lettre de Politique Sectorielle de Développement de l'Élevage (LPSDEL) 2022-2026 s'est tenu le mardi 17 mai 2022 à l'hôtel Radisson Blu de Dakar.

L'atelier a regroupé quatre-vingts (80) participants dont les acteurs étatiques, les organisations professionnelles / la société civile, le secteur privé et les acteurs de la recherche et a été ouvert par une allocution de Monsieur Aly Saleh Diop, Ministre de l'Élevage et des Productions Animales. L'objectif général de l'atelier était de procéder à la validation technique de la Lettre de Politique sectorielle de Développement de l'Élevage 2022-2026. A l'issue de cet atelier, les recommandations des organisations professionnelles présentes ont été recueillies et seront prises en compte dans la nouvelle version de la Lettre, avant la transmission au Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (MEPC) et la signature du document par les deux Ministres (MEPC et MEPA).

Pour rappel, Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles a apporté son appui technique au Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA) pour l'élaboration de la Lettre de Politique Sectorielle de Développement de l'Élevage (LPSDEL) 2022-2026 qui représente la contribution de ce dernier à la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE), ayant pour but de faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035. Cette lettre sert de cadre global et de document de référence pour l'ensemble des activités du MEPA au cours de la période 2022-2026.



## Incorporation des céréales locales dans la fabrication de pain et des pâtisseries et amélioration de la fiscalité sur les céréales locales avec la Fédération Nationale des Boulangers du Sénégal (FNBS)

Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles financé par l'USAID a accordé une subvention d'un montant total de 95 366 dollars US (environ 59 156 006 Francs CFA) à la Fédération nationale des boulangers du Sénégal (FNBS) pour l'accompagner dans son projet stratégique pour faciliter l'incorporation des céréales locales dans la fabrication de pain et des pâtisseries et pour améliorer la fiscalité sur les céréales locales. Cette stratégie de la FNBS vise à contribuer à l'augmentation de la consommation de céréales locales pour stimuler la production nationale et participer davantage à la souveraineté alimentaire. Le soutien de Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles financé par l'USAID à travers cette subvention a pour objectif d'offrir une capacité accrue au secteur privé et à la société civile à proposer des politiques et à défendre les priorités du secteur agricole national.



Photo de famille lors de la réunion du comité de pilotage

La première rencontre du comité de pilotage pour la subvention de la FNBS s'est tenue le jeudi 09 juin 2022 au siège de la Confédération National des Employeurs du Sénégal (CNES).

Ce comité de pilotage comprend entre autres des représentants de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA), de l'Association des Consommateurs du Sénégal (ASCOSÉN), du secteur privé, de la FNBS, du Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises (MCPME), de GIE de femmes productrices de farines à base de céréales locales, etc. Les activités prévues dans le cadre de cet appui comprennent : une étude diagnostique à travers le territoire national, un atelier de validation technique des recettes, des sessions d'information et de sensibilisation, un atelier national de restitution et une campagne nationale de communication médias.



Variétés de pains et pâtisseries à base de céréales locales

### Les prochaines étapes

Les prochaines étapes suite à cette première réunion du comité de pilotage seront :

- **L'étude diagnostique** qui permettra de répertorier les boulangeries existantes sur l'ensemble du territoire national et lister celles qui produisent des pains à base de céréales locales, leurs contraintes, leurs attentes, etc. dans le but d'augmenter leur nombre et de connaître aussi les attentes des consommateurs en termes de goût notamment
- **L'atelier technique de validation des recettes** afin d'homologuer les taux d'incorporation des céréales locales dans le pain (en termes de goût, qualité nutritionnelle, etc.).



Photo de famille des participants à l'atelier de sensibilisation

## Accélérer l'efficacité opérationnelle de la justice commerciale auprès du Tribunal du Commerce de Dakar pour créer un environnement des affaires propice à l'investissement

Première d'une série d'activités appuyées par Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles, financé par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), le Tribunal de Commerce Hors Classe de Dakar (TCHCD) a organisé, en partenariat avec l'Observatoire de la Qualité Des Services Financiers (OQSF) du Ministère des Finances et du Budget, un « Atelier de Sensibilisation des Magistrats sur les Pratiques et Procédures Financières des Compagnies d'Assurances » qui s'est tenue du 29 juin au 1er juillet 2022 à Saly.

La tenue de cet atelier entre dans le cadre des activités de Feed The Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles qui accompagne le Tribunal de Commerce dans la mise en œuvre d'un plan d'actions, visant à accélérer l'efficacité opérationnelle du Tribunal de Commerce et à promouvoir les Modes Alternatifs de Règlement des Litiges (MARL).



Présidium lors de la première journée de l'atelier

Pour ce premier atelier, le Président du Tribunal du Commerce de Dakar, le Secrétaire Exécutif et les membres de l'OQSF, les membres de l'Association des Assureurs du Sénégal (AAS) étaient présents ainsi que des juges de différentes juridictions, médiateurs et autres acteurs du secteur juridique. Les Directeurs et Directeurs Adjointes des sociétés d'assurances invitées ont fait des présentations sur les types d'assurances existants et leurs enjeux.

Cet atelier a permis, d'une part, d'harmoniser les points de vue des magistrats et professionnels de l'assurance sur les pratiques et procédures des sociétés d'assurance en lien avec les différentes mutations intervenues dans le cadre légal et réglementaire du secteur et ; d'autre part de promouvoir auprès des assureurs la Médiation et la Conciliation comme des méthodes efficaces de règlement des différends au Tribunal de Commerce. Un comité technique regroupant toutes les parties prenantes a été mis en place pour un suivi optimal des importantes recommandations issues de l'atelier.

**L'impact immédiat recherché du système de médiation et de conciliation est le désengorgement des tribunaux judiciaires du Sénégal, ainsi que la réduction des délais et des coûts pour faciliter l'exécution plus efficace des contrats commerciaux et, donc, rassurer davantage les investisseurs. Considérant l'importance du contentieux bancaire et des assurances, le Tribunal de Commerce et l'OQSF ont initié un plan d'action centré sur un programme continu d'information sur la médiation et la conciliation, ciblant les acteurs des Assurances, Banques et Systèmes Financiers Décentralisés-SFD.**

## Validation du Programme Agricole pour une Souveraineté Alimentaire Durable (PASAD) du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER)



Présidium lors de l'atelier de validation du PASAD



L'atelier national de validation du Programme Agricole pour une Souveraineté Alimentaire Durable (PASAD) 2022-2026 s'est tenu le mardi 05 juillet 2022 à l'Auditorium de la sphère Ministérielle Ousmane Tanor Dieng de Diamniadio.

L'objectif général de l'atelier était de procéder à la validation technique du rapport provisoire du PASAD. L'atelier a regroupé cent-dix-sept (117) participants dont les partenaires techniques et financiers (PTF), les acteurs étatiques, les organisations professionnelles / la société civile, le secteur privé et les acteurs de la recherche et a été ouvert par une allocution du Professeur Moussa Baldé, Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural.

Le coût du programme est estimé à 1021 milliards de francs sur la période 2022-2026. Le PASAD va s'articuler autour du programme de renforcement de la riziculture, du programme de développement de l'horticulture et du programme de développement des céréales sèches.

À l'issue de cet atelier, le rapport provisoire a été validé, sous réserve de la prise en charge des observations et recommandations des participants. Le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural prévoit de faire une communication sur le PASAD en Conseil des Ministres. Le document final sera également transmis au Conseil Economique Social et Environnemental, à l'Assemblée Nationale et au Haut Conseil des Collectivités Territoriales.

Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles a apporté son appui technique au MAER pour finaliser le PASAD pour la période 2022 – 2026, qui représente la contribution du ministère à la mise en œuvre du Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A).

# MENTIONS MEDIAS

**Feed the Future Sénégal** Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles participe à l'atelier national de validation du Programme Agricole pour une Souveraineté Alimentaire Durable (PASAD) organisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) :

[Site Web](#) - [Twitter](#) - [Facebook](#) - [LinkedIn](#)

Autres médias :

<https://www.senepius.com/media/la-politique-et-lagriculture-la-une-de-la-revue-de-presse-de-laps>

<https://lequotidien.sn/agriculture-souverainete-alimentaire-au-senegal-un-nouveau-programme-de-1021-milliards/>

[https://www.ndarinfo.com/Une-enveloppe-de-1021-milliards-FCFA-pour-une-souverainete-alimentaire-durable\\_a34186.html](https://www.ndarinfo.com/Une-enveloppe-de-1021-milliards-FCFA-pour-une-souverainete-alimentaire-durable_a34186.html)

<https://www.senepius.com/media/les-piques-de-las-de-ce-mercredi-200>

<http://aps.sn/spip.php?article4757&lang=fr>

[https://senego.com/revue-presse-politique-et-agriculture-a-la-une\\_1443999.html](https://senego.com/revue-presse-politique-et-agriculture-a-la-une_1443999.html)

**Feed the Future Sénégal** Projet d'Appui aux Réformes et Politiques Agricoles financé par l'USAID accompagne le Tribunal de Commerce de Dakar dans la mise en œuvre d'un plan d'actions, visant à accélérer l'efficacité opérationnelle de la justice commerciale :

[Site Web](#) - [Twitter](#) - [Facebook](#) - [LinkedIn](#)

Autres médias :

<http://www.walf-groupe.com/marche-de-lassurance-226-milliards-de-francs-de-chiffre-daffaires-generes-en-2021/>





# FEED THE FUTURE

Initiative des Etats-Unis contre la faim et pour la sécurité alimentaire  
dans le monde

[www.feedthefuture.gov](http://www.feedthefuture.gov)

---